

# LES ELECTIONS par Lucien Collonges

Les élections législatives ont apportées un certain nombre de surprises, notamment quant à l'ampleur du succès gaulliste. Celui-ci en réalité ne peut pas être exactement mesuré par le nombre des députés, car comme il advient dans un système d'élections uninominales, la formation la plus forte se voit attribuée un nombre de sièges très supérieur à ce qu'une répartition proportionnelle eut donnée. Par ailleurs, le rôle extrêmement minime de cette assemblée, dont les pouvoirs rappellent ceux du directeur d'une entreprise capitaliste, c'est-à-dire qu'ils s'insèrent dans des limites étroites choisies en dehors d'elle-même, font que la situation n'est pas radicalement modifiée par cette Chambre d'enregistrement.

Par contre, cette élection consacre

## L'EFFONDREMENT DES PARTIS BOURGEOIS TRADITIONNELS

Un des objectifs recherchés par De Gaulle était précisément de désagréger ces formations parlementaires et parlementaristes qui, tributaires de masses électorales petites bourgeoises entravaient la politique de concentration poursuivie par le Grand Capital, freinaient le règlement des questions cruciales comme la guerre d'Algérie. Ce sont en réalité deux organisations qui ont particulièrement souffert, d'une part le Centre National des Indépendants et le M.R.P. La débâcle fut particulièrement nette pour celui-ci dans des régions comme l'Alsace qui était devenue un fief que chacun croyait inexpugnable. Que s'est-il donc passé? Rien d'autre en réalité que l'acceptation par une partie importante de la moyenne et de la petite bourgeoisie — et même la quasi unanimité dans certains secteurs comme la région parisienne — d'un régime bonapartiste. D'une part, il y avait De Gaulle, l'ordre, la bonne conjoncture économique, par ailleurs des partis divisés incapables de présenter aux yeux même de la bourgeoisie une alternative quelconque à un régime bien installé, et seulement susceptibles de provoquer une crise permanente entre le Général-Président et le Parlement croupin. Ce, pour le seul bénéfice des groupes fascistes et des organisations ouvrières par ailleurs. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la plus grande part de la bourgeoisie ait répudié une politique qui pouvait finalement renforcer la classe ouvrière. Mais de même la défaite de l'extrême-droite parlementaire n'a rien pour surprendre. La bourgeoisie n'a pas besoin aujourd'hui d'un Etat fasciste et le mouvement fasciste n'apparaît que sous la forme des groupes clandestins du C.N.R.-O.A.S. qui n'ont pas encore réussi à trouver une assise dans la situation politique proprement française.

Cependant la déroute des partis traditionnels appelle quelques observations. Les indépendants perdent un grand nombre de députés, après que le plus grand nombre d'entre eux aient pris position contre les fantaisies constitutionnelles gaullistes. Mais le courant représenté depuis la guerre sous diverses appellations par le Centre National des Indépendants peut paraître avoir encore un certain avenir si on s'en tient à la masse des suffrages obtenus. En effet, hormis une légère montée en 1958, ils représentaient et continuent à recueillir environ 14 % des suffrages. Aujourd'hui, ils doivent leurs quelques sièges à des régions de paysans moyens et arriérés. Mais il ne s'agit nullement d'un parti, plus simplement de notabilités d'une droite classique. Aussi si certains d'entre eux peuvent espérer conserver une clientèle électorale personnelle, leur formation a les plus grandes chances de disparaître et la droite classique de trouver ses reconstituants dans une aile de l'U.N.R. D'autant qu'un grand nombre de ses élus doivent également leur siège à leur gaullisme.

Le M.R.P., pour avoir tenté de se donner un aspect gauche avec quelques candidatures de militants C.F.T.C. et des « Jeunes Agriculteurs » n'a pas plus mordu que dans le passé sur l'électorat ouvrier et sa clientèle traditionnelle de petits bourgeois cléricaux l'abandonne. Et si l'on s'en tenait aux simples statistiques, on pourrait prédire la mort de ce parti. Au lendemain de la guerre, en juin 1946, il obtenait 28 % des suffrages 11,5 en janvier 1956 et 7,5 % environ dans les récentes élections. Cependant il serait très prématuré de l'enterrer à la fois du fait des structures de son audience, comme des déconvenues que réserve à la petite et moyenne bourgeoisie la Grande France de Monsieur De Gaulle. Il trouve, en effet, sa force dans les nombreux cercles d'action catholique où l'Eglise moderne tente de maintenir ses ouailles; les associations familiales, une aile se réduisant du syndicalisme chrétien, grosso-modo celle encore fidèle à la vocation de jaune que lui vou-

laient ses fondateurs. Ce sont là des bases qui ne disparaîtront pas et qui ne se convertiront pas totalement à un César que, fidèles à une très vieille tradition, elles ne récuseront totalement jamais non plus. Les radicaux et autres groupes dit du centre gauche, connaissent un nouvel amaigrissement.

Il y a donc bien victoire du gaullisme mais sur le plan électoral strictement aux dépens des formations bourgeoises. Est-ce à dire que les tenants de De Gaulle parviendront à structurer cette audience, à faire autre chose de l'U.N.R. qu'une clique d'arrivistes ou de représentants des grands intérêts capitalistes, appuyés par des comités électoraux? Cela est fort douteux, car il y faudrait un minimum de programme, d'idéologie. Or tout tourne ici autour d'un homme, qui ne veut et ne peut expliciter sa politique sous peine de soulever les craintes de ces couches qui précisément viennent de confirmer leur vote du référendum.

Par ailleurs, cet appui est à la merci d'un assoufflement économique qui, très vite aurait pour conséquence de révéler la portée des mesures de concentration. C'est-à-dire de conduire à la ruine de nombreux petits patrons. Or c'est précisément cette tendance qui semble devoir s'imposer dans les années à venir.

Cette Chambre, pas plus que la précédente, ne pourra servir de soupape de sécurité pour les revendications des diverses couches sociales. La moindre tension sociale ou économique ne trouvera d'expression possible qu'au travers de luttes extra-parlementaires. De ce point de vue, il serait tout à fait illusoire de croire qu'un tel succès du gaullisme, puisse faire autre chose que de repousser quelque peu les échéances.

C'est ainsi que le besoin de groupes de répression anti-ouvrière, fascistes sera moins immédiat, la bourgeoisie reconnaissant dans sa majorité le style actuel de l'exploitation du prolétariat comme le plus valable. Mais ceci ne signifie nullement que le besoin de tels groupes fascistes ne s'imposera pas au Grand Capital dans les mois qui viennent. Autre chose est l'étiquette sous laquelle ils apparaîtront. Il n'est pas du tout évident que le C.N.R.-O.A.S. fera sa jonction avec les couches les plus réactionnaires de la petite et moyenne bourgeoisie française et qu'au contraire nous n'allons pas revoir un « service d'ordre » comme celui du R.P.F. Car si De Gaulle a réussi sa manœuvre à l'encontre des partis bourgeois traditionnels, les organisations ouvrières ne se sont, elles, nullement désagrégées. Au contraire, on a assisté à

## L'EBAUCHE D'UN FRONT UNIQUE

En effet, faisant pendant à la victoire du gaullisme dans le camp bourgeois, pour la première fois depuis de fort nombreuses années le désistement des candidats socialistes pour des candidats communistes mieux placés au premier tour a été fort généralisé. Sans doute dans la décision de Guy Mollet il faut tenir compte d'une erreur d'appréciation sur l'importance réelle des courants antigauillistes dans la petite bourgeoisie. L'inefficacité quasi absolue du contrat des « non » n'avait pas été prévue par lui. Mais entre les deux tours il n'a nullement changé de position. Il est également permis de penser qu'avec une certaine partie de la direction de la S.F.I.O., Mollet a parfaitement pris conscience du danger mortel que constitue le régime bonapartiste pour son parti. La S.F.I.O. ne peut conserver de justification que pour autant que le réformisme est encore « possible », c'est-à-dire qu'existe un régime parlementaire. Les formations bourgeoises peuvent hiberner et s'il le fallait demain trouver d'autres formes, la S.F.I.O. n'a le choix qu'entre la disparition et l'opposition. Certes, il ne s'agit pas d'une opposition révolutionnaire, mais les courants qui naîtront au sein même de la S.F.I.O., dans F.O., où certains voudront poursuivre la collaboration avec le régime, se heurteront sans doute à la plus grande part de la direction mollettiste.

Mais si cet aspect des faits a dû peser l'argument qui a dû avoir le plus de poids est la propre attitude de la base de la S.F.I.O. Il ne suffit pas pour expliquer la discipline de vote des électeurs du P.S. votant au second tour dans plus de 130 circonscriptions pour les candidats communistes de se référer à la position de Guy Mollet dans ce sens. Ce n'est pas la première fois dans ces dernières années que lors d'élections, municipales entre autres, des candidats S.F.I.O. se désistent pour un candidat du P.C. Le plus généralement, l'électeur socialiste ne suivait pas et le déchet dépassait souvent la moitié des suffrages. Ici nous assistons au contraire à un vote massif pour les candidats du P.C.,

maintenus au second tour, seuls face à des U.N.R.

Dans 131 circonscriptions, où au premier tour les candidats du P.C.F. avaient obtenu plus de voix que la S.F.I.O., les représentants de celle-ci se sont désistés ou retirés.

Dans ces secteurs électoraux, ont obtenu :

Au premier tour :  
 Communistes . . . . . 1.260.000  
 Socialistes . . . . . 641.000  
 P.S.U. . . . . 95.000

Au deuxième tour :  
 Communistes . . . . . 1.958.000

Si l'on déduit les voix obtenues au premier tour par le P.S.U. de ce total et même 3,50 % d'abstentionnistes du premier tour, soit 95.000 et 40.000, il reste que le P.C. a reçu 565.000 suffrages supplémentaires, soit plus de 85 % des suffrages obtenus par les socialistes au premier tour. Quelles que soient les pondérations que l'on veuille introduire, il est incontestable que, dans leur très grande majorité, les électeurs socialistes sont pour un front — électoral au moins — avec le P.C.F. L'examen des résultats de dix circonscriptions où la S.F.I.O. s'est maintenue généralement après avoir obtenu des résultats un peu plus faibles que le P.C.F. est plus probant encore. Dans les dix cas en question, on a abouti à des élections triangulaires, avec un candidat U.N.R. ou soutenu par lui. D'autant que ces chiffres incluent les secteurs de Max Lejeune et Robert Lacoste où le P.C. arrivait loin derrière au premier tour s'est maintenu — à juste titre — au second.

	P.C.	S.F.I.O.	Gaulliste	Suffrages expr.
1 <sup>er</sup> tour . . . . .	157.500	154.500	108.500	450.000 (1)
2 <sup>e</sup> tour . . . . .	187.000	184.000	112.000	483.000
Gains . . . . .	29.500	29.500	3.500	33.000

(1) La différence de 25.500 suffrages dans le total du 1<sup>er</sup> tour vient de l'existence de plusieurs candidats qui se sont retirés, mais la plupart du temps au bénéfice de gaullistes.

Même si l'on considère qu'une partie importante des voix nouvelles du P.C.F. viennent d'abstentionnistes du premier tour il y a au minimum 13.000 ou 15.000 électeurs qui votent communistes après avoir voté pour les socialistes.

Notons en passant qu'une part de l'électorat communiste semble s'être « réfugié » dans l'abstention.

Et si la S.F.I.O. a repris un cours descendant stoppé au préalable depuis juin 1961, il faut y voir le résultat de plusieurs phénomènes. D'une part, la désaffection progressive des couches arriérées du prolétariat ou petites-bourgeoises qui ont transféré leurs votes vers les partis bourgeois de façon plus large. Ceci a pu être dissimulé par la position anticommuniste de la S.F.I.O., qui la fit souvent apparaître comme le seul rempart au P.C. dans tel ou tel secteur. Des suffrages bourgeois purement occasionnels n'avaient ici aucune raison de se porter sur les candidats du P.S. Les deux millions trois cents mille voix obtenues peuvent donc être considérées comme mesurant assez exactement son audience dans la classe ouvrière.

Et cette fraction de la classe ouvrière est maintenant acquise à un certain rapprochement avec le P.C.F.

Le P.S.U. est, quant à lui, clairement apparu dans sa réalité. Ses résultats les plus marquants ont été obtenus là où la S.F.I.O. dans sa majorité est passée au P.S.A. Ses voix résultent très visiblement d'un transfert à son profit de voix « socialistes ». Et on a pu voir des leaders de ce parti organisant avec des candidats réactionnaires quelque peu O.A.S. de courtoises réunions contradictoires. Quant au programme défendu, on y cherche encore une dénonciation effective de la Constitution gaulliste, une tentative de mettre en évidence qu'il sera nécessaire de le renverser par la force. En un mot, le caractère social-démocrate de gauche de cette formation est largement confirmé par ces divers traits.

Le P.C.F. a obtenu quelques voix supplémentaires par rapport aux précédents scrutins. Il ne retrouve pas ses voix d'avant mai 1958 et il ne les retrouvera pas avant de grands combats. En fait, toute comparaison avec cette période est fallacieuse. Le nouveau rapport de force, résultant de la défaite ouvrière de mai 58, se concrétise également par la perte d'une part non négligeable de l'ancien électorat communiste. Pour reconquérir de nouvelles sympathies dans la classe ouvrière, il faudrait que le P.C.F. se montre apte à remporter des succès tangibles contre le régime bourgeois. Dans cette limite, les résultats obtenus par le P.C.F. marquent une légère repolitisation ouvrière.

Mais il est évident que l'attitude prise

dans les élections encore une fois par le P.C.F. n'est pas de nature à faciliter cette repolitisation. Cette direction aussi est restée dans la pure tradition parlementaire. Au lieu d'expliquer que le seul moyen de renverser le bonapartisme était dans la mobilisation des masses prolétariennes par et pour une élévation considérable de l'ampleur et du niveau politique des luttes de classe, l'illusion a été répandue que les élections en elles-mêmes pouvaient permettre des progrès.

De là à se désister pour des indépendants comme le Chanoine Kir ou Achille Fould, il y avait une logique, elle a été suivie par les dirigeants du P.C.F. au nom de la défense de la démocratie. Cela n'empêche nullement ces élus de prendre une position favorable au gaullisme à quelques nuances près. Et surtout la confusion ne peut que se prolonger dans la classe ouvrière. Il n'y a pas de possibilités de renverser le gaullisme depuis son propre Parlement. Aucune forme parlementariste, et tentative d'alliance avec des partenaires bourgeois, ne peut ni faire reculer le bonapartisme, ni aider le prolétariat à comprendre comment lutter contre celui-ci.

La politique du P.C.F. est restée dans cette campagne électorale entachée du plus profond opportunisme. Ne disons rien d'un programme dont le centre aurait dû être la convocation d'une Assemblée Constituante oubliée au mépris des propres décisions des derniers congrès du P.C.F., pour y substituer des platitudes parlementaires.

Mais c'est sur la pratique du front unique dans ces élections qu'il faut revenir. En effet, il fallait démontrer la nécessité et la possibilité du front unique prolétarien, souligner l'importance que le P.C.F. y attacherait en dehors même de la politique des dirigeants sociaux-démocrates.

Ceci signifie qu'il fallait soutenir les candidats du P.S. ou P.S.U. lorsqu'ils étaient arrivés en tête, sans aucune condi-

tion politique, mais refuser tout désistement pour des radicaux et autres bourgeois de gauche, quelles que soient leurs déclarations. La portée d'une campagne électorale léniniste ne se mesure pas aux effets au Parlement, mais à ceux ressentis dans les masses.

Ainsi le P.C.F. ne peut réclamer aucune responsabilité dans le désistement actuel des socialistes. L'action de De Gaulle en est à l'origine et non celle de Thorez.

Et l'attitude équivoque de la direction stalino-thorézienne nourrit certaines critiques, apparemment sur sa gauche. C'est ainsi que la section P.S.U. de Boulogne-Billancourt se prononça publiquement contre le soutien à Le Gallo, maire socialiste de la commune grâce au soutien réactionnaire. Mais cette appréciation part en réalité des mêmes critères parlementaristes. Pour ces critiques de « gauche » également — et c'est un courant assez large dans le P.S.U. — on voterait pour tel candidat parce que son programme ne serait pas trop mal ou sa personnalité pas trop compromise, c'est-à-dire finalement pour avoir un député pas trop mauvais.

Cette appréciation directement héritée de feu le « cartel des gauches » fait absolument litière du fait qu'il est plus important dans une campagne électorale d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière que de faire élire quelques députés supplémentaires. De surcroît, quand il s'agit du pseudo-Parlement d'un régime bonapartiste. En d'autres termes, il s'agit de savoir si la perspective offerte aux travailleurs est d'une aile gauche dans le régime quel qu'il soit, ou au contraire d'un front ouvrier contre le régime. Seul ce dernier offre une perspective et il ne peut finalement signifier que contraindre la S.F.I.O. à un front unique P.C.F.-P.S.U.-S.F.I.O., par une tactique d'unité s'adressant de la base au sommet sans abandonner la critique indispensable des dirigeants sociaux-démocrates.

Au contraire, l'aspect qui doit retenir tous les militants révolutionnaires en France est celui-là : du scrutin il résulte que l'opposition fondamentale qui existe entre la classe ouvrière et le régime gaulliste est comprise par des masses de plus en plus larges.

Les choses ne seront ni rapides ni faciles, la classe ouvrière se heurtera aux forces policières du gaullisme qui tentera d'éparpiller ses organisations politiques, d'intégrer ses organisations syndicales. Dans ce jeu, des formations fascistes lui seront utiles. La classe ouvrière devra réapprendre bien des choses, ce qu'est la police et l'armée bourgeoises, le pourquoi de la violence, la situation résultant des derniers scrutins rend plus facile semblable réarmement idéologique.